

Article extrait de Synthèse nationale n°6 (hiver 20 07 2008)

Un entretien avec Lajos Marton

De Budapest au Petit-Clamart : une vie de combat pour l'Europe...

Officier dans l'armée hongroise, Lajos Marton a transmis au risque de sa vie des documents ultra-secrets à l'OTAN en se rendant plusieurs fois à l'ambassade américaine. Il a participé aux combats de 1956 et été condamné à mort.

Réfugié en France, Lajos Marton a participé à la lutte armée des nationalistes français pour l'Algérie française. Le 22 août 1962, il est membre d'un commando, où se trouvent aussi deux autres Hongrois, et il participe à l'attentat du Petit-Clamart qui faillit coûter la vie au Général De Gaulle. Condamné une nouvelle fois à mort, il sera finalement libéré en 1968.

Lajos Marton, 76 ans, vit actuellement dans la région parisienne. Ses Mémoires, « *Il faut tuer De Gaulle* », ont été publiées en français et en hongrois.

Catherine Robinson, journaliste à *Présent*, déclarait, après l'avoir interviewé, que « *Lajos Marton fait partie de ces rares hommes capables de faire intégralement abstraction de leur personne au profit de leur idéal. Après avoir écouté son récit limpide, on ne pourra certes l'aimer plus, mais en tout cas l'aimer mieux.* »

Je souscris pleinement à cette opinion qui décrit fort bien l'esprit chevaleresque de cet homme. Cet esprit transcende non seulement les âges mais aussi les frontières. La France et l'Europe ont besoin de combattants héroïques comme Marton. Son optimisme et sa détermination montrent la voie aux combattants européens d'aujourd'hui et de demain.

Lajos Marton, « de Budapest au Petit-Clamart », votre parcours est long et romanesque. Pouvez-vous nous parler de vos années de jeunesse ?

Je suis né le 27 avril 1931 dans le village de Pósfá, près de la frontière autrichienne. Je suis issu d'un milieu paysan qui était profondément nationaliste et irrédentiste, comme l'ensemble de la Hongrie à cette époque. La Hongrie avait en effet, après la première guerre mondiale, subi le Diktat de Trianon et s'était vu arracher les trois quarts de ses territoires, et plusieurs millions de Hongrois s'étaient retrouvés en dehors des nouvelles frontières.

Mon père a combattu pendant la première guerre mondiale, était grand blessé de guerre et me racontait ses souvenirs de guerre. Dès l'âge de 3 ou 4 ans, ma vocation militaire s'était affirmée : je voulais devenir officier militaire et venger mon pays de l'affront de Trianon. Cette vocation militaire ne m'a jamais quitté.

En 1943, mon instituteur m'a envoyé à un concours créé par la femme de l'Amiral Horthy pour les élèves brillants mais d'origine modeste. Ce concours donnait droit à une bourse jusqu'à l'obtention du diplôme universitaire.

Je suis arrivé 4^{ème} sur toute la Hongrie. Ce fut une surprise pour ma famille et pour moi-même, et cela m'a donné de l'assurance pour toute la vie.

Entre 1943 et 1948, j'ai donc été élève au lycée François-Joseph 1^{er} à Köszeg, dirigé par les bénédictins. Les écoles ont été étatisées en 1948, et les communistes ont arrêté le Cardinal Mindszenty. Nous avions à signer en classe une pétition désavouant le « *complot* » qu'aurait prétendument orchestré Mindszenty : nos professeurs nous ont signalé que notre signature n'avait aucune valeur, puisque tout le monde devait signer. Malgré les menaces, j'ai refusé de signer.

Pourquoi avoir refusé de signer ?

J'ai dit à mes professeurs que si cela n'avait pas d'importance pour les autres de signer ce document, pour moi ça en avait.

J'étais catholique et j'abhorrais par dessus tout cette institution du mensonge que le système communiste avait instauré et auquel tout le monde faisait semblant de croire.

Qu'avez-vous fait ensuite ?

J'ai quitté l'école et je suis rentré chez moi. Ma mère m'a demandé : « *Alors, mon fils, tu ne veux plus être officier ?* ». Je lui ai répondu : « *Je ne veux pas être communiste* » !

Je suis malgré tout retourné à l'école, sur insistance d'un de mes professeurs, et j'ai obtenu le baccalauréat en 1951 avec la mention excellent.

Dans ma classe de 29 élèves, tout le monde voulait être ingénieur, mais seulement 4 élèves pourraient aller à Polytechnique. Comme j'étais un bon élève, mon professeur m'a inscrit d'office à cette école. J'ai refusé : je lui ai dit que je voulais être officier. « *Pour les communistes?* », m'a-t-il dit. « *Non, pour la Hongrie* ».

Mon but était d'entrer dans l'armée hongroise afin de transmettre des informations militaires à l'OTAN, pensant que la guerre entre l'Ouest et l'Est était imminente. Je voulais faire cela seul, car travailler à plusieurs était trop risqué.

Je souhaitais aussi m'engager dans l'OTAN, créé le 4 avril 1949. C'est une date significative pour les Hongrois, puisque le 4 avril 1945 avait eu lieu la « *libération* » totale de la Hongrie par l'Armée Rouge.

A l'automne 1952, je suis devenu sous-officier et je suis allé à Szolnok à l'école de pilotage pendant deux ans.

Comment êtes-vous parvenu à intégrer l'Etat-major de l'Armée de l'Air ?

En mai 1955, des incidents aériens ont eu lieu : des avions occidentaux avaient survolé l'espace aérien hongrois sans pouvoir être interceptés. Toute la direction de l'Armée de l'Air hongroise a été renvoyée. Jusqu'ici, le critère de fidélité au parti primait. Le Général Hazi, commandant de l'aviation hongroise, n'avait jamais fait son service militaire : il ne connaissait même pas le mot « *hélice* » pour décrire les MIG 15 sans hélice !

On cherchait donc des personnes pour les remplacer, et je fus contacté par le colonel Ferenc Nador, l'un des seuls rescapés de l'armée de l'air royale, pour entrer à l'Etat-major. Ceci fut possible bien que je n'aie pas ma carte au parti communiste, chose extrêmement rare.

Nador m'a confié l'administration de toute la chasse hongroise. Je pensais qu'il s'agissait d'un piège, mais je me suis rendu compte que ce n'était pas le cas.

C'est alors que vous prenez des risques inouïs pour transmettre des informations militaires secrètes à l'OTAN...

J'ai collecté une cinquantaine de pages de documents ultra-secrets. Un samedi après-midi en mai 1955, je me suis rendu à la légation des Etats-Unis, sur la Place de la Liberté, où se trouvait et se trouve encore cet odieux édifice à la gloire des « *libérateurs* » rouges.

J'ignorais tout du fonctionnement de la légation. J'entrais et demandais à voir l'ambassadeur ou le responsable de l'air. On me répondit que ce n'était pas possible : je ne pouvais rencontrer que le Consul, et ce uniquement en semaine aux heures de bureau !

Le 2 août 1955, je suis parvenu à me libérer pendant deux heures. Le Consul m'a reçu ; je me suis rendu compte plus tard que c'était le sosie d'Elvis Presley !

Je lui ai expliqué que, par conviction et non pas pour l'argent, j'étais un officier de l'armée hongroise luttant contre le communisme voulant transmettre des documents confidentiels à l'Etat-major de l'OTAN.

Le Consul me dit que sa mission le lui interdisait, et qu'il était là pour s'occuper des 500 citoyens américains qui travaillent en Hongrie. Je lui répondis alors que j'étais soit un provocateur, soit un homme convaincu et que l'OTAN, en recoupant ses autres sources d'information, pourrait rapidement vérifier que mes documents étaient véridiques.

Le Consul prit finalement les documents. « *M'autorisez-vous à revenir ?* ». « *Oui, que Dieu vous garde* ».

J'ai livré un second rapport le 16 septembre 1955, un troisième le 4 juin 1956. J'avais demandé que des messages codés soient diffusés sur *Radio Free Europe* pour confirmer la réception des rapports : il n'y a jamais rien eu.

Lorsque j'ai livré le troisième rapport, j'avais la conviction que je serais arrêté à la sortie. J'avais chargé mon pistolet et je conservais la dernière balle pour moi.

Comment est-il possible qu'en pleine Hongrie soviétique vous ayez pu entrer et sortir de l'ambassade américaine sans être repéré ?

A l'époque, je ne savais pas que la légation américaine était surveillée et que, dans le bâtiment d'en face (le ministère de l'Agriculture), on photographiait toute personne entrant ou sortant de la légation américaine.

Je ne l'ai su que bien plus tard par un Saxon de Transylvanie réfugié en Allemagne, qui m'expliquait ainsi à quel point j'avais eu de la chance !

Vous livrez vos derniers rapports en 1956... 1956, c'est l'année de Suez, et surtout des révolutions en Pologne et en Hongrie.

En soutien aux événements de Pologne, les étudiants hongrois ont décidé d'organiser une grande manifestation le 23 octobre 1956 et de formuler des revendications politiques. L'armée devait les arrêter : elle s'est laissée désarmer pour rejoindre les manifestants. Le régime et sa cohorte de mensonges se sont liquéfiés en quelques jours, tandis que je voyais les moujiks espérer être rapatriés au plus vite. C'était d'ailleurs l'un de nos slogans : *Ruszkik haza!* (Les Russes à la maison !).

En 1956, c'est la Hongrie toute entière qui a dit NON, y compris les journalistes ou les anciens généraux communistes. Ceux-ci ont envoyé un ultimatum à Moscou pour retirer les troupes et ont regretté leurs actions commises par lâcheté et par calcul.

Le système soviétique du mensonge n'était pas un système simple, car tout le monde savait la réalité mais feignait de croire à ce qu'il disait, il fallait « *faire comme si* ». Pendant ces 10 jours de liberté en Hongrie, tout ce système basé sur le mensonge s'est écroulé.

Fin octobre, j'ai reçu un courrier me nommant officier pour réceptionner au nom de l'aviation hongroise les avions amenant à l'aéroport de Budapest de la nourriture, des médicaments et autres nécessités premières. Les Polonais et les Autrichiens nous ont beaucoup aidé.

Tout allait bien jusqu'aux attaques soviétiques du dimanche 4 novembre 1956. Alors que les Italiens et les Espagnols voulaient aider la Hongrie, les Etats-Unis ont bloqué les aides et l'ONU n'a fait qu'émettre des résolutions sans effet.

J'ai participé aux combats de novembre, détruisant notamment avec un commando une auto-mitrailleuse russe. Le 15 novembre, je suis retourné voir le Consul américain. Mais il avait été remplacé et on a refusé de me recevoir. Le 19 novembre, je refusais de signer la déclaration des officiers qui condamnait la révolution et soutenait le gouvernement de Kadar. C'était la

deuxième fois dans ma vie que je refusais de signer. Je démissionnais de l'armée et rentrais chez moi.

J'ai passé la frontière le 10 décembre 1956. J'avais promis à ma famille de revenir dans les 6 mois après être passé à l'Ouest. Hélas, je ne suis revenu que beaucoup plus tard, en 1987, et ma mère est décédée en 1972.

Qu'avez-vous fait après être passé ?

Après un passage en Autriche, je suis arrivé en France le 21 décembre. Je voulais y rencontrer les autorités de l'OTAN. Mon souhait était de retourner en Hongrie (où j'avais été condamné à mort par contumace comme saboteur) et pour aller rechercher le 4^{ème} rapport, le plus important, que je n'avais pas pu livrer.

Qu'étaient devenus vos précédents rapports ?

Cela fait plus de 50 ans que je cherche à le savoir ! J'ai passé des mois, des années, à courir après les bureaucrates, pour ne jamais obtenir de réponses ! Je sentais bien que je les gênais. En 1957, j'ai également demandé à revoir le Consul à qui j'avais remis les rapports. On m'a répondu qu'il était facile de retrouver mes rapports, mais qu'il était impossible de retrouver celui qui avait été ambassadeur des Etats-Unis à Budapest ! On me prenait vraiment pour l'idiot du village. Mes démarches suivantes ont toujours été sans succès.

Il y a 5 ans, j'ai écrit une lettre à l'OTAN pour leur dire que je me considérais comme pire qu'un soldat trahi : j'étais un soldat abandonné. C'est de cette même façon que les Etats-Unis ont abandonné le peuple hongrois en 1956. Eisenhower a même déclaré que nous étions des idiots qui avaient foncé tête baissée. Alors, ce n'était pas la peine de se prétendre être nos alliés !

Ce que je retiens de Etats-Unis et de l'OTAN, c'est que ce sont des charlatans minables et criminels.

Revenons à 1958 : vous voilà en France. Le Général De Gaulle revient au pouvoir avec l'aide de l'armée, en promettant de sauvegarder l'Algérie française. Pourtant, il trahit ses promesses et s'engage sur le chemin de l'indépendance de l'Algérie. C'est alors que vous vous rapprochez des milieux nationalistes hostiles à l'abandon de l'Algérie française...

Je me suis en effet approché de Pierre Sidos, fondateur du mouvement Jeune Nation. Ce sont aussi les nationalistes français, emmenés par Venner, les frères Sidos, qui avaient, après l'invasion soviétique du 4 novembre 1956, contre-manifesté et pris d'assaut le siège du Parti Communiste Français (2).

De Gaulle voulait livrer l'Algérie au communisme, je ne pouvais pas accepter cela. En avril 1961, le putsch des généraux a échoué à renverser De Gaulle. C'est alors que s'est constituée l'OAS (Organisation de l'armée secrète). En mars 1962, on m'a proposé « *une opération très importante qui peut encore changer beaucoup de choses* ». Opération qui portait le nom explicite de *Charlotte-Corday*. J'ai immédiatement accepté.

Lors de la réunion où nous avons mis au point l'attentat contre De Gaulle, je remarquais quelqu'un dont le visage m'était familier. Je finis par lui demander si nous nous connaissions, et il me répond avec un accent étranger : lui aussi était Hongrois. Nous nous étions déjà vus lors de réunions de réfugiés. Il s'appelait Gyula Sári. « *Deux Hongrois dans cette affaire, c'est à peine croyable !* », lui dis-je. Gyula me répond alors : « *Deux ? Non, vous faites erreur* ». « *Et comment ça ?* » Il me montre alors un jeune homme, Varga László : trois Hongrois !

« *Décidément, tous les Hongrois veulent tuer De Gaulle* » ! Gyula me dit en souriant : « *On va seulement donner un coup de main à nos amis français !* »

Vous avez donc participé à l'attentat du Petit-Clamart du mercredi 22 août 1962. Qu'y avez-vous fait ?

Hélas, je n'ai pas fait grand-chose. Je faisais partie des tireurs, mais ma mitraillette Thompson s'est rapidement enrayée. Une dizaine de balles ont atteint la voiture, mais aucune n'a atteint De Gaulle lui-même.

J'ai ensuite vécu pendant un an en clandestinité, avant d'être arrêté en septembre 1963. J'avais été condamné à mort par contumace (ça faisait déjà la deuxième fois !), mais mon nouveau procès a réduit cela à 20 ans de prison.

Du commando, seul le colonel Jean-Marie Bastien-Thiry a été fusillé. Je garde de lui une immense admiration.

Regrettez-vous quelque chose ?

Non, absolument rien. Enfin si : je regrette que nous n'ayons pas réussi !

Mais finalement, qu'est-ce qui vous motivait, vous, Hongrois, à vous engager au côté des nationalistes français, dans un combat qui ne vous concernait pas ?

Nous, Hongrois, étions déjà *des pieds-noirs* de l'Europe, trahis et chassés de notre patrie.

Je considérais que le FLN était l'allié de Moscou et je refusais sa livraison au communisme international par De Gaulle. J'ai déclaré en 1964 lors d'un de mes procès : « *Ma vie n'a qu'un seul but : lutter de toutes mes forces contre ce régime criminel et inhumain qu'est le communisme. Cette guerre révolutionnaire ne connaît pas de frontières. Elle est menée dans tous les domaines : idéologique, militaire, diplomatique, démographique* ».

J'ajoutais aussi : « *Ma participation à l'opération du Petit-Clamart est un symbole aussi. Je suis convaincu que, le moment venu de libérer la Hongrie et les autres nations captives de l'Europe, il se trouvera des Français, des volontaires, comme il y avait des Hongrois dans les rangs des Français* ».

De nos jours, ces remarques sont encore valables pour la lutte à mort que nous devons mener contre le mondialisme. Le combat pour la justice, la liberté et l'identité n'a pas de frontières.

De Gaulle a un jour déclaré que, s'il y avait autant de Hongrois dans le commando du Petit-Clamart, c'est parce qu'ils voulaient se venger de Trianon. Que répondez-vous à cela ?

Si j'avais voulu me venger de Trianon, je me serais engagé dans les rangs gaullistes pour favoriser la perte de l'Algérie et l'affaiblissement de la France ! Au contraire de cela, je luttai « *pour la plus grande France* » comme disait le Général Weygand, parce que je pensais qu'une France nationaliste serait toujours une force contre l'Union soviétique.

Enfin, vous êtes sorti de prison en 1968. Qu'a été votre vie après cette libération ?

Je suis sorti de prison le 22 mars 1968. Ayant obtenu un diplôme d'allemand commercial, j'ai exercé divers métiers, dont celui de traducteur. J'ai notamment traduit en français les *Mémoires de l'aviateur hongrois Tibor Tobak* (3).

J'ai épousé une Française et eu 3 enfants.

Et, finalement, j'ai obtenu la nationalité française en 1980. Cela ne m'a été possible que parce que j'ai épousé une Française : Gyula Sári, un autre Hongrois du Petit-Clamart, qui avait notamment combattu à Dien Bien Phû dans les rangs de la Légion étrangère, s'est toujours vu refuser sa demande car catalogué comme « *ennemi de la République* » ! Alors que de nos jours on distribue la nationalité française dans des pochettes-surprise...

L'officier de la DST qui devait examiner mon cas m'a toutefois dit : « *A un moment où les Français partaient en vacances, au mois d'août, et se fichaient complètement de leur pays, vous, vous avez pris les armes !* »

Revenons à l'actualité. Celle de votre pays natal. Il y a un an, cinquante ans après 1956, le peuple hongrois se levait à nouveau pour chasser du pouvoir le Premier Ministre socialiste, Ferenc Gyurcsány. Qu'avez-vous pensé de ces événements ?

Les événements de l'année dernière m'avaient donné beaucoup d'espérance, j'ai vraiment cru que les Hongrois allaient tout casser. Mais hélas les Américains et ceux qui dirigent l'Occident sont très contents d'avoir Gyurcsány comme Premier ministre en Hongrie.

Avant, Gyurcsány était au service des Soviétiques, et maintenant des Américains. Si demain il y a une révolution nationaliste en Hongrie, il en deviendra le serviteur aussi !

On dirait que vous n'aimez pas Gyurcsány...

J'ai une petite estime pour les communistes qui étaient sincères qui ne se sont pas reniés. Mais ceux qui se sont reniés et poussent désormais le chariot du capitalisme, ce ne sont vraiment que des *moins-que-rien*, des chiens.

A l'Ouest comme à l'Est, l'Europe est touchée par les phénomènes de faiblesse démographique, de décadence consumériste et de remplacement de population. Dès lors, quel avenir voyez-vous pour notre vieux continent ?

N'oublions jamais que la nature a horreur du vide. La jeunesse européenne peut et doit retrouver ses racines et la foi de ses ancêtres : tout lui sera alors ouvert. Charles Maurras disait que « *en politique, le désespoir est une sottise* ». Alors, tant que je vivrai, j'espérerai.

Et puis, nous ne sommes pas seuls. La mondialisation et toutes ses forces noires veulent créer une République Universelle contre l'intérêt des peuples et des nations. Mais ils ne réussiront

pas, même avec l'affaiblissement et la lâcheté de l'Occident : il suffit de regarder la résistance à l'impérialisme américain en Irak ou en Afghanistan.

Par ailleurs, ceux qui veulent la mondialisation vont rencontrer des problèmes de plus en plus insolubles sur le plan financier. Leur plan anti-humain ne peut pas réussir. Au fond de chaque être humain, il y a un sentiment de justice, même chez les criminels.

Nous ne sommes certes plus en 1956, mais le monde entier est gravement menacé, car on cherche désormais à détruire la base des êtres humains. Nos ennemis veulent éradiquer le sentiment national partout dans le monde : c'est ainsi que le Général américain Wesley Clark, ancien commandant en chef de l'OTAN, a dit que « *au XXIème siècle, il ne doit plus exister que des Etats multi-ethniques* ». Eh bien moi, je dis que chaque peuple a droit à vivre chez lui, dans ses frontières, librement, et que ni par les armes ni par l'argent on n'a le droit de forcer la création de ces prétendus *sur-hommes* métissés !

Le communisme portait en lui-même sa destruction, car il n'avait que deux solides piliers : la terreur et le mensonge. La démocratie a fait faillite, car elle est basée sur les mensonges et sur les forces secrètes.

C'est à nous, patriotes, d'imaginer et de construire sur les ruines de ces empires maléfiques l'Europe de demain, forte, prospère et libre, qui verra renaître nos identités nationale et européenne.

Quel bilan dressez-vous de votre vie et de vos engagements ?

J'ai toujours agi en étant convaincu de la justice de mes actions. Je n'aurais pas pu faire autrement, j'avais comme une mission. Je n'ai jamais eu peur, ni au combat, ni en prison. Par deux fois, j'ai refusé de signer des documents infamants et risqué ma vie en faisant cela : n'oubliez pas que l'on peut toujours dire non. C'est toujours plus difficile, mais on peut.

Benjamin Franklin disait : « *On peut mentir souvent à un homme, on peut mentir une fois à tout le monde, mais on ne peut pas mentir tout le temps à tout le monde.* »

La vérité reste plus forte que toute chose. *Querite veritatem et veritas liberabit vos* : cherchez la vérité, et la vérité vous libérera.

Notes

(1) Lajos Marton, *Il faut tuer De Gaulle*, Editions du Rocher, 2002

(2) voir article à ce sujet dans *Synthèse Nationale* n°1

(3) Tibor Tobak, *Les pumas rouges*, Alerion, 1996

Pour en savoir plus : un reportage de deux heures intitulé « *Lajos Marton : Une âme, deux patries, un idéal* » a été réalisé par Ithaque films.

Pour le commander (25 € franco la VHS, 28 € franco DVD) :
Ithaque films 63 rue de Courcelles 75008 Paris Tel: 01 42 81 46 91

Synthèse nationale 116, rue de Charenton 75012 Paris

synthesenationale@club-internet.fr